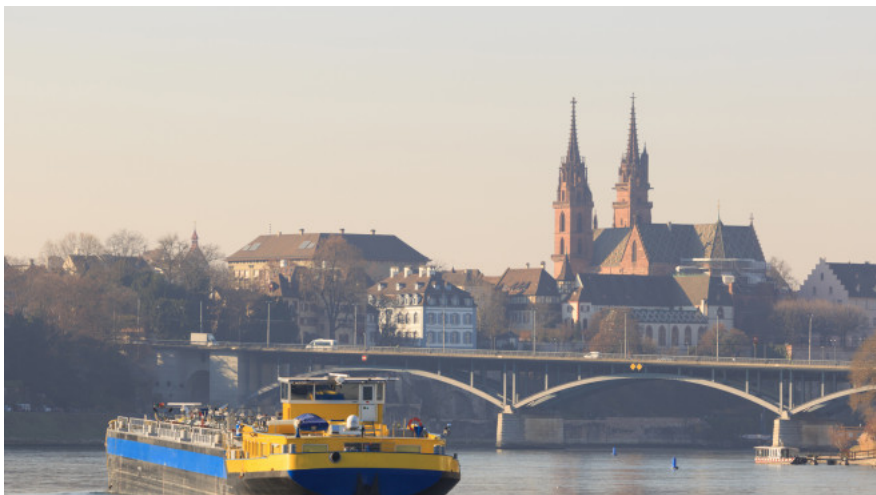




Non ferme à l'initiative de résiliation

Le Comité directeur d'economiesuisse fait bloc pour un non à l'initiative de résiliation. La Commission des institutions politiques du Conseil des États plébiscite elle aussi le rejet de cette initiative qui vise à dénoncer la libre circulation des personnes. La campagne en faveur du non peut compter sur une large alliance – et sur la faïtière de l'économie.

L'initiative «Pour une immigration modérée» déposée par l'UDC veut dénoncer la libre circulation des personnes avec les pays membres de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre-échange (AELE). Elle veut aussi, par voie constitutionnelle, interdire tout accord comparable. Son acceptation signifierait la fin de la voie bilatérale avec l'UE et forcerait la Suisse à renégocier sa qualité de membre de l'AELE.

Votation populaire en mai 2020 probablement

Si ce texte devait être accepté, il ne fait aucun doute qu'il porterait un coup sérieux à notre économie. Le Comité directeur d'economiesuisse a donc décidé d'en soutenir le rejet sans condition. La recommandation faite aujourd'hui même par la Commission des institutions politiques du Conseil des États va dans le même sens. Elle invite en effet la Chambre haute à rejeter l'initiative lors de la session d'hiver, ce qui ouvrirait la voie à une votation populaire en mai 2020.

Large alliance prête à se mobiliser

economiesuisse s'engagera dans la campagne de votation aux côtés d'ouverte+souveraine. Cette large alliance pour une politique européenne

constructive, regroupant plus de 65 partis, associations et organisations civiles des quatre coins de la Suisse, œuvre pour le rejet de l'initiative de résiliation depuis que celle-ci a été lancée.